



DECLARATION PREALABLE CTPD DU 06 SEPTEMBRE 2011

Madame l'Inspectrice d'Académie

Je vous ai informé que le SE-Unsa vient d'engager au plan national un plan d'actions sur le dossier de la direction et du fonctionnement d'école, pour exiger un secrétariat administratif pérenne.

Je vous redis donc que, le SE-Unsa donne pour consigne le blocage, en septembre, des remontées administratives suite à la rupture de l'engagement ministériel sur l'assistance administrative, mise en œuvre en 2006 en application du protocole d'accord sur la direction d'école.

Cette assistance administrative plébiscitée sur le terrain, a apporté une aide précieuse au fonctionnement de l'école primaire.

Alors qu'elle nécessite désormais une traduction en emplois stables, elle est mise brutalement en extinction, renvoyant une majorité de salariés EVS au chômage.

Cette décision unilatérale du 4 juillet qui met fin à l'aide administrative met à mal le fonctionnement des écoles et va impacter les personnels, les élèves et leur famille.

Les équipes des écoles vont devoir faire face sans aide. Alors que l'année ne fait que débuter, c'est l'exaspération et la colère qui montent !

Pour le SE-Unsa, des réponses immédiates doivent être apportées. Dans l'attente de celles-ci, il engage les directeurs et les équipes des écoles dans cette première étape d'actions syndicales de blocage des remontées administratives en septembre.

En ce qui concerne la carte scolaire, nous voyons que les effectifs de certaines écoles montrent des besoins d'ouverture. Nous aurons à faire un bilan global de la rentrée afin de voir quelle est la réalité des effectifs en Dordogne où nous avons rendu 14 postes pour cette rentrée.

Vous portez à notre connaissance des situations plus fragiles au niveau des effectifs. Fermer en début d'année scolaire n'est vraiment pas un acte anodin et perturbe sérieusement le fonctionnement d'une école. Pour ces raisons, nous voulons vraiment éviter toute fermeture lors de ce CTPD.

La situation très contrainte est bien la conséquence des suppressions de postes et de la politique nationale depuis plusieurs années. Nous faisons cette rentrée avec déjà la menace de 14000 suppressions à la rentrée suivante.

La Dordogne est un grand département rural avec toute ses particularités et ses richesses, il faut absolument les préserver et par notre réseau scolaire contribuer à un bon aménagement du territoire.

Frédéric MARCHAND
Emmanuel SAGOT
Thierry HADJADJI